

This article was downloaded by: [Universite Laval]

On: 21 October 2013, At: 06:17

Publisher: Routledge

Informa Ltd Registered in England and Wales Registered Number: 1072954 Registered office: Mortimer House, 37-41 Mortimer Street, London W1T 3JH, UK



Canadian Journal of Development Studies/Revue canadienne d'études du développement

Publication details, including instructions for authors and subscription information:

<http://www.tandfonline.com/loi/rcjd20>

Les ONG confessionnelles en Afrique de l'Ouest : un équilibre précaire entre prosélytisme et professionnalisme au Burkina Faso

Marie Nathalie LeBlanc ^a , Louis Audet-Gosselin ^a & Muriel Gomez-Perez ^b

^a Département de sociologie , Université du Québec à Montréal , Canada

^b Département d'histoire , Université Laval , Québec , Canada

Published online: 22 May 2013.

To cite this article: Marie Nathalie LeBlanc , Louis Audet-Gosselin & Muriel Gomez-Perez (2013) Les ONG confessionnelles en Afrique de l'Ouest : un équilibre précaire entre prosélytisme et professionnalisme au Burkina Faso, Canadian Journal of Development Studies/Revue canadienne d'études du développement, 34:2, 236-256, DOI: [10.1080/02255189.2013.791259](https://doi.org/10.1080/02255189.2013.791259)

To link to this article: <http://dx.doi.org/10.1080/02255189.2013.791259>

PLEASE SCROLL DOWN FOR ARTICLE

Taylor & Francis makes every effort to ensure the accuracy of all the information (the "Content") contained in the publications on our platform. However, Taylor & Francis, our agents, and our licensors make no representations or warranties whatsoever as to the accuracy, completeness, or suitability for any purpose of the Content. Any opinions and views expressed in this publication are the opinions and views of the authors, and are not the views of or endorsed by Taylor & Francis. The accuracy of the Content should not be relied upon and should be independently verified with primary sources of information. Taylor and Francis shall not be liable for any losses, actions, claims, proceedings, demands, costs, expenses, damages, and other liabilities whatsoever or howsoever caused arising directly or indirectly in connection with, in relation to or arising out of the use of the Content.

This article may be used for research, teaching, and private study purposes. Any substantial or systematic reproduction, redistribution, reselling, loan, sub-licensing,

systematic supply, or distribution in any form to anyone is expressly forbidden. Terms & Conditions of access and use can be found at <http://www.tandfonline.com/page/terms-and-conditions>

Les ONG confessionnelles en Afrique de l'Ouest : un équilibre précaire entre prosélytisme et professionnalisme au Burkina Faso

Marie Nathalie LeBlanc^{a*}, Louis Audet-Gosselin^a et Muriel Gomez-Perez^b

^aDépartement de sociologie, Université du Québec à Montréal, Canada; ^bDépartement d'histoire, Université Laval, Québec, Canada

RÉSUMÉ Les travaux récents sur les ONG mettent en lumière la présence croissante des regroupements religieux, notamment chrétiens et musulmans. La littérature relève le fait qu'en tant qu'importants acteurs de l'aide humanitaire, les ONG confessionnelles ont une influence notable sur les politiques globales de développement. À la lumière d'enquêtes ethnographiques menées au Burkina Faso en 2010 et 2011, nous proposons dans cet article d'analyser le rapport entre le volet humanitaire et la part du prosélytisme dans l'action de diverses ONG chrétiennes et islamiques. L'intégration des ONG dans les structures de professionnalisation est modulée par le bénévolat et l'action militante qui sont mis en exergue. Les ONG catholiques semblent tirer davantage leur épingle du jeu.

ABSTRACT Recent work on NGOs has shed light on the growing presence of religious groups, particularly those of Christian and Muslim faith. The literature reveals that as important actors of humanitarian aid, religious NGOs have a notable influence on global development policies. Relying on ethnographic studies carried out in Burkina Faso in 2010 and 2011, this article proposes to analyse the relationship between humanitarian aid and proselytism within diverse Christian and Muslim NGOs. The participation of these NGOs in professionalizing structures is influenced by their reliance on volunteer work and militant actions. Catholic NGOs appear to succeed best.

Mots clé : NGO/ONG; Burkina Faso; Islam; chrétienté; prosélytisme

Introduction

Les travaux récents sur les ONG et les nouveaux acteurs de la société civile mettent en lumière la présence croissante des regroupements religieux dans les dynamiques de l'aide internationale au développement, notamment chrétiens et musulmans (Ben Néfissa 2004; Benedetti 2006; Benthall et Bellion-Jourdan 2003; Duriez, Mabilie, et Rousselet 2007; Ghandour 2002; Salih 2004). De plus, la littérature relève le fait qu'en tant qu'importants acteurs de l'aide humanitaire, les ONG confessionnelles (ONGc) ont une influence croissante sur les politiques globales de développement (Deler et al. 1998; Howell et Pearce 2001). Dans la mesure où elles entendent jouer un rôle actif dans certains dossiers tels que la promotion et la protection des droits de l'homme, la démocratie, la santé et l'éducation, et la lutte contre la pauvreté, elles offrent un vaste éventail de services sociaux face à des États qui prônent le libéralisme économique (Deler et al. 1998; Fowler 1993). La professionnalisation des ONGc, notamment en ce qui a trait à leur structure et aux compétences des intervenants, est au cœur des enjeux liés à la crédibilité de ces organisations auprès des populations et des bailleurs de fonds. De plus, plusieurs ONG islamiques revendiquent avoir aujourd'hui un meilleur accès aux victimes musulmanes que

*Auteur de correspondance. Courriel : leblanc.marie-nathalie@uqam.ca

les humanitaires occidentaux (Ghandour 2002) et être dans une excellente position pour interpréter les valeurs et les pratiques culturelles des populations musulmanes (Benthall 2006); le même constat se fait chez les chrétiens orthodoxes (Molokotos-Liederman 2007). Les études constatent aussi que dans certaines ONG, le religieux influence peu l'orientation donnée aux actions de l'organisation (Liogier 2007), tandis que pour d'autres la parole divine et le développement sont intrinsèquement imbriqués (Fath 2007; Salih 2004).

Malgré cette diversité quant au rôle attribué au religieux dans les actions des ONGc, elles sont souvent analysées sous le seul angle de leurs orientations religieuses et de leurs actions prosélytes comme étant la résultante des mouvements djihadistes, par exemple, dans le cas des ONG islamiques (Esposito 2002; Ghandour 2002; Roy 2002; Sharma 2006). À la lumière d'enquêtes ethnographiques menées au Burkina Faso en mars 2010, de décembre 2010 à mars 2011, de mai à juillet 2011 et en novembre 2011, nous proposons dans cet article d'analyser le rapport entre le volet humanitaire des ONGc et la part du prosélytisme dans leurs actions, notamment en ce qui a trait aux divergences entre les exigences de la professionnalisation du milieu de l'aide internationale au développement et les activités à caractère religieux, incluant, entre autres, les actions prosélytes pour recruter de nouveaux adeptes. Nos enquêtes portent à la fois sur les ONG chrétiennes (catholiques et évangéliques) mais aussi sur les ONG islamiques, en tenant compte des ONG locales, nationales et transnationales. Le fait d'analyser les pratiques de dénominations différentes permet de faire ressortir certains éléments d'analyse communs à ces dernières et propres aux différents groupes religieux présents dans ce milieu au Burkina Faso. Il importe de noter que nos enquêtes mettent spécifiquement l'accent sur la catégorie d'ONG et non sur celle plus large d'organisations confessionnelles (*faith-based organisations* ou sinon FBOs en anglais), qui peuvent être, mais ne sont pas dans tous les cas, des ONG. Il est évident que les deux types d'organisation se chevauchent souvent dans le monde de l'aide internationale au développement et de l'aide humanitaire. Toutefois, sur le terrain, nos enquêtes ont fait cette distinction importante.

De par sa composition religieuse et sociale, le Burkina Faso est particulièrement propice à ce type d'analyse. D'une part, depuis plusieurs décennies, le Burkina Faso est au cœur de la mise en pratique des logiques de l'aide internationale au développement. Pays sahélien enclavé parmi les plus pauvres de la planète, il est fortement dépendant de l'aide internationale qui a commencé à affluer à partir de la famine de 1973. De plus, le Burkina Faso s'est démarqué en 1983–1987 par une expérience politique révolutionnaire, sous la direction du capitaine Thomas Sankara, qui plaçait le développement économique centré au cœur de son projet national. Bien que ce régime n'ait pas fait long feu et que son successeur ait adopté le libéralisme économique, la question du développement occupe toujours une place particulière dans l'imaginaire politique du pays. Par ailleurs, la configuration religieuse du pays en fait un espace particulièrement intéressant pour une étude transversale des ONGc. En effet, malgré son inscription au cœur du Sahel majoritairement musulman, le Burkina Faso compte une forte minorité chrétienne qui est très active dans l'espace public, en particulier dans le domaine social. L'Église catholique (19 % de la population, Institut national de la statistique et de la démographie – INSD 2009) y est historiquement très influente et les dénominations évangéliques,¹ très minoritaires (4 %, INSD 2009) mais de plus en plus visibles,² jouissent d'une influence politique récente grâce à l'orientation de l'État en leur faveur (Laurent 2003, 2005). Ces églises chrétiennes côtoient une majorité démographique musulmane (60 %, INSD 2009, 93–95) historiquement plus discrète politiquement, sans réelle volonté de constituer un contre-pouvoir face à l'État autoritaire et dominant (Audet-Gosselin 2012; Cissé 2009; Otayek 1984, 1996) mais qui progressivement investit l'espace public de manière plus affirmée, et ceci notamment par le biais des constructions de mosquées (Gomez-Perez 2009; Kouanda 1996), ainsi que la présence d'associations, d'ONG et de médias islamiques (radios et chaîne de télévision) (Savadogo et Gomez-Perez 2011).

Dans ce contexte religieux national, il importe de penser le rôle des ONGc au Burkina Faso en considérant la présence de trois confessions : l'islam, le catholicisme et les mouvances évangéliques. En effet, alors que la grande majorité des analyses des dynamiques religieuses récentes en Afrique de l'Ouest ont l'habitude de présenter le champ religieux postcolonial comme étant partagé principalement entre islam et christianisme, la distinction entre catholiques et évangéliques apparaît tout aussi pertinente dans le contexte du Burkina Faso. D'une part, il s'agit des catégories utilisées localement, autant par les institutions publiques que par les acteurs religieux eux-mêmes. D'autre part, les dynamiques du prosélytisme, et la compétition interconfessionnelle qu'elles peuvent engendrer dans certains cas, se distinguent principalement au sein des différentes confessions chrétiennes, en lien notamment avec un prosélytisme souvent très actif de la part des églises évangéliques.

Les enquêtes ont été menées dans la ville de Ouagadougou, capitale du pays, où se situent les sièges et les bureaux de la grande majorité des ONG actives sur le territoire national. En premier lieu, nous avons effectué une recension des ONG catholiques, évangéliques et islamiques dans la ville. Par la suite, nous avons effectué des entretiens avec les responsables et fondateurs de ces ONG. Notre collecte de données concerne principalement les orientations, la planification des activités et des projets, la structure organisationnelle, les liens avec des structures nationales et internationales, le rapport aux instances gouvernementales locales, quelques éléments concernant le financement, ainsi que les trajectoires des fondateurs et des dirigeants de ces ONG. Notre analyse suggère de nuancer la place du religieux et le degré de professionnalisation des diverses ONGc à la lumière de la dialectique entre les fondements éthiques de chaque religion et les exigences de l'insertion dans les structures du financement des programmes d'aide au développement international. Dans le contexte du Burkina Faso, la question de cette insertion apparaît à travers le rapport que tissent les diverses ONGc avec l'État burkinabè dans la mesure où l'État reste, d'une part, la principale courroie de transmission entre les instances internationales de l'aide internationale au développement et les ONG, et, d'autre part, la majorité des ONG locales rencontrées sont à la remorque des initiatives de l'État.

L'article se divise en quatre parties. Dans un premier temps, nous présentons la situation des ONG confessionnelles dans la ville de Ouagadougou, incluant une présentation des types d'ONG, leurs origines et leurs activités, ainsi que les liens qu'elles ont avec le milieu associatif religieux. La seconde partie de l'article porte sur la question du prosélytisme des ONG confessionnelles en examinant les assises de leurs pratiques en lien avec le religieux. Il importe de distinguer diverses postures relatives au religieux adoptées par les ONG rencontrées, notamment en ce qui a trait aux stratégies prosélytes de recrutement de nouveaux membres mises de l'avant par certaines ONG, à des modes de fonctionnement qui reposent sur des principes et des valeurs religieuses, ou encore à l'insertion de certaines ONG dans des réseaux religieux reconnus. Dans la troisième partie de l'article, nous abordons la question de la professionnalisation des ONG avec lesquelles nous avons effectué des enquêtes. De façon générale, le professionnalisme se réfère aux qualités d'une personne ou d'un groupe, plus ou moins institutionnalisé, à agir avec des compétences reconnues et à mobiliser les ressources, tant matérielles que de réseautage, nécessaires à la production de ces compétences. Toutefois, la question du degré de professionnalisation des ONGc rencontrées ne peut être abordée en dehors du cadre des enjeux et des politiques de l'aide internationale au développement, incluant les exigences des principaux bailleurs de fonds, tant laïcs que confessionnels, et les logiques qui animent ces politiques. L'argumentation se focalise en conséquence sur les structures et les ressources de ces ONG. Finalement, en dernier lieu et avant de conclure, il importe d'analyser le rapport de ces ONG à l'État burkinabè dans la mesure où ce dernier reste au cœur des enjeux de l'aide humanitaire et ceci malgré le libéralisme économique qu'il préconise.

Le paysage des ONG confessionnelles à Ouagadougou : historique et caractéristiques

Ouagadougou fait partie des villes ouest-africaines qui connaissent un élan de la dynamique religieuse à partir de la fin des années 1980 et au début des années 1990 ayant eu une influence importante sur les acteurs de la société civile locale (Cissé 1994, 2009; Dao 1991; Gomez-Perez 2005a). Au-delà de la dynamique religieuse, l'absence d'un cadre juridique stricte a permis aux ONG d'éclorre dans la mesure où « la législation en vigueur, à savoir la loi N°10/92/ADP du 15 décembre 1992 portant sur la liberté d'association ne reconduit pas une rubrique particulière pour les ONG » (Ibriga 1998, 503). Malgré l'absence de législation précise concernant la création d'ONG, certaines organisations, surtout internationales, arrivent à obtenir un récépissé d'ONG qui est différent de celui d'association. Il permet essentiellement des exemptions de droits de douane pour certains équipements.

Les premières ONGc du pays ont émergé des missions catholiques étrangères. Le Secours catholique s'est implanté en 1956 et est devenu Caritas Haute-Volta en 1961, année également de l'implantation de Catholic Relief Services, organisation liée à l'Église catholique des États-Unis. C'est surtout au cours des années 1970 que la présence des ONG internationales s'est accrue en Haute-Volta, notamment en réponse à la famine de 1973 qui a attiré l'attention de l'opinion publique occidentale et mobilisé les solidarités nationales, poussant notamment l'Église catholique à se doter de sa propre structure : le Bureau d'étude et de liaison en 1973 (Brunel 1996). Ce n'est qu'au milieu des années 1980 que sont apparues les premières ONG islamiques internationales, provenant des pays arabo-musulmans, l'Agence des musulmans d'Afrique du Koweït, l'Association mondiale pour l'appel islamique de Libye et l'Organisation islamique internationale de secours d'Arabie Saoudite.

L'adoption de la loi de 1992 sur la liberté d'association a conduit à la création d'une kyrielle d'associations, principalement protestantes, dont certaines étaient actives avant. Plus récemment, on constate une nouvelle vague de créations d'ONG et d'associations religieuses depuis la fin des années 1990. L'Organisation catholique pour le développement et la solidarité a été créée par les évêques du Burkina Faso en 1998, qui est le résultat de la fusion entre Caritas-Burkina et le Bureau d'études et de liaison, à l'issue d'une centralisation de l'action sociale catholique sous la direction de l'Église nationale. Par ailleurs, certaines congrégations catholiques de clercs ou de laïcs s'enregistrent comme ONG, dans la foulée notamment de la refondation des écoles primaires catholiques, nationalisées en 1969, à partir de la fin des années 1990, qui a poussé l'Église du Burkina Faso à rechercher l'expertise de diverses communautés pour administrer ces écoles (Compaoré 2003). Le début des années 2000 a aussi vu la multiplication de nouvelles ONG évangéliques et musulmanes, tant nationales qu'internationales, témoignant d'un intérêt marqué, depuis le tournant du vingt-et-unième siècle, pour le champ des ONG de la part de l'ensemble des confessions. Il est à souligner que la multiplication récente des ONGc cadre, d'une part, avec la dynamique nouvelle des mouvements religieux, tant chrétiens que musulmans à partir des années 1980 au Burkina Faso et ailleurs en Afrique de l'Ouest. D'autre part, cette multiplication récente des ONGc est à lier aussi avec le contexte plus global de l'effervescence et du rôle de plus en plus marqué de la « société civile » depuis la fin des années 1980 dans les dynamiques de l'aide humanitaire (Hewa et Stapleton 2005).

Selon nos enquêtes, nous avons répertorié, au total, 48 ONG confessionnelles actives à Ouagadougou. Elles ont été identifiées dans un premier temps à l'aide du répertoire des ONG de la Direction du suivi des ONG rattachée au Ministère de l'économie et des finances. Dans un second temps, nous avons recouru aux informations contenues dans la presse burkinabè. Enfin, d'autres ONG actives ont été identifiées suite aux enquêtes de terrain menées dans les trois communautés. De ce nombre, 10 sont musulmane,³ 13 sont catholiques⁴ et 22 sont associées à la mouvance évangélique.⁵ En outre, deux sont liées aux églises protestantes non-évangéliques⁶ et

L'Adventist Relief and Development Agency est associée à l'Église adventiste du 7^e jour, présente au Burkina Faso, qui provient d'une tradition distincte de la mouvance évangélique et n'entretient pas de lien avec les autres églises protestantes locales. Parmi ces ONG, 15 sont nationales (trois musulmanes, deux catholiques et dix évangéliques) et 33 sont internationales. La distinction entre organisations nationales et internationales se réfère à la fois au processus de création des ONG, mais aussi au type de réseautage qu'entretiennent les ONG. Dans le cas des ONG nationales, nous nous référons à des organisations qui ont vu le jour au Burkina Faso et qui résultent d'initiatives locales provenant du milieu associatif religieux (les associations islamiques ou les églises dans le milieu chrétien). Il importe de noter que plusieurs organisations d'initiative locale sont à la limite entre les catégories d'ONG et d'associations, et que le passage de l'une à l'autre peut être aléatoire. D'où le flou observé entre ONG d'initiative locale et associations. Tandis que dans le cas des organisations internationales, telles que Catholic Relief Services, Christian Aid, l'Agence des musulmans d'Afrique, l'Association mondiale pour l'appel islamique ou Qatar Charity, parmi d'autres, elles représentent plutôt des branches locales d'organisations ayant des maisons mères à l'étranger. Ces deux types de structure ne sont pas exclusives l'une à l'autre dans la mesure où les ONG internationales tendent à coopérer avec des structures plus locales dans la mise en place de leur activités. De fait, au niveau de la reconnaissance légale, les ONG étrangères doivent passer une entente spéciale avec le Ministre de l'administration territoriale et de la décentralisation, tandis que les ONG nationales s'enregistrent comme associations, et se font reconnaître « d'utilité publique » par la suite, ouvrant la porte à une reconnaissance de la Direction du suivi des organisations non gouvernementales (DSONG) et une exemption de droits de douane pour l'importation de certains équipements et médicaments.

Chez les catholiques, la plus grande organisation du pays est l'Organisation catholique pour le développement et la solidarité (OCADES). Cette organisation se veut donc le bras social de l'Église catholique; elle est structurée par diocèses et paroisses et agit en étroite collaboration avec les prêtres et évêques locaux. D'autres ONG catholiques ont été créés dans des pays occidentaux, notamment en Europe et aux États-Unis. La plus importante est le Catholic Relief Services (CRS), qui émane de l'Église catholique des États-Unis. Ces organisations travaillent en général selon les priorités mises de l'avant par l'OCADES, telles que l'agriculture, l'hydraulique, les droits humains et la santé. Enfin, selon les dirigeants interrogés, certaines congrégations catholiques œuvrant en santé ou en éducation se sont enregistrées comme ONG pour des raisons pragmatiques, bénéficiant ainsi de l'exemption de droits de douane sur l'importation de certains équipements.⁷ Ces dernières structures ont pour la plupart une existence ancienne et un fonctionnement spécifique qui diffère beaucoup de la plupart des ONG. Administrées par des frères ou des sœurs ayant fait les vœux selon des rites spécifiques, ces congrégations existent dans bien des cas depuis le dix-neuvième siècle et se sont établies en Afrique à divers moments du vingtième siècle. C'est parallèlement à leur activité missionnaire que s'est développée leur action sociale, qui représente aujourd'hui l'essentiel de leur travail. De plus, beaucoup de congrégations catholiques présentes au Burkina Faso ne sont pas enregistrées comme ONG mais effectuent le même type de travail. L'exemple le plus évident est celui des Camilliens, présents au Burkina Faso depuis 1966, qui administrent la paroisse de Saint-Camille, dans l'archidiocèse de Ouagadougou ainsi qu'un centre de santé très réputé portant le même nom.

Les ONG musulmanes, par contre, sont d'implantation plus récente. Les premières structures, originaires des pays arabes, se sont implantées dans les années 1980 dans le contexte de l'expansion de la sphère d'influence des pays arabes. Il s'agit notamment de l'Agence des musulmans d'Afrique, du Koweït; l'Association mondiale pour l'appel islamique, de Libye; l'Organisation islamique internationale de secours, d'Arabie Saoudite et la Da'wa islamique, du Soudan. Ces ONG sont présentes dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest. Une seconde vague d'ONG

islamiques internationales s'est implantée à partir des années 1990, la plus importante étant Qatar Charity. Il est à noter qu'au Burkina Faso, la question de la sécurité post-11 septembre et des liens entre ONG islamiques et les entités terroristes semble peu significative pour l'État burkinabè. Contrairement, au cas voisin du Mali, le Burkina Faso n'a jamais été visé dans les enjeux de la « lutte contre le terrorisme », situation qui pourrait changer avec l'évolution de la situation de conflit au nord du Mali depuis janvier 2012. Enfin, les trois ONG islamiques nationales répertoriées sont étroitement associées à des personnalités ou des associations islamiques burkinabè. La Fondation Cheikh Aorèma est liée à l'action de ce leader religieux, la Fondation Abdallah ben Massoud travaille étroitement avec l'association, le Mouvement sunnite, alors que la Fondation de solidarité et d'aide au peuple africain est proche de l'Association des élèves et étudiants musulmans du Burkina et du Cercle d'étude, de recherche et de formation islamique, deux associations regroupant les lettrés francophones. Le lien entre le milieu associatif et celui des ONG est patent dans le cas des structures islamiques et est observable dans plusieurs pays francophones ouest-africains (Gomez-Perez, LeBlanc, et Savadogo 2009).

Pour ce qui est des ONG évangéliques, elles se distinguent par leur nombre important et leur présence sur le terrain. La plus grande organisation est l'Office de développement des églises évangéliques (ODE), fondée en 1972 et regroupant les 13 églises membres de la Fédération des églises et missions évangéliques du Burkina. Il s'agit donc, à l'instar de l'OCADES pour les catholiques, de l'expression officielle de ces églises dans le champ social. Cependant, il existe plusieurs ONG évangéliques indépendantes, voire concurrentes de l'ODE, sans compter un grand nombre d'organisations évangéliques œuvrant dans un secteur spécifique (orphelins, traduction de la Bible, santé, puits, microcrédit) ainsi que des missions étrangères enregistrées comme ONG. Le milieu des ONG évangéliques semble en forte croissance, à l'image de la vigueur des églises de cette mouvance. Il est à noter que ce phénomène ne se limite pas au contexte du Burkina Faso (voir notamment Marshall 2007).

De fait, la présentation par confessions des diverses ONG recensées fait ressortir la présence relativement faible des musulmans dans l'univers des ONG, la forte concentration chez les catholiques des activités humanitaires autour de l'OCADES et l'Église catholique nationale et, à l'opposé, la prolifération chez les évangéliques des structures humanitaires ainsi que leur présence visible sur le terrain et dans les média tel que nous le développerons dans les deux parties suivantes de l'article.

Du prosélytisme des ONG ? : les assises et les pratiques en lien avec le religieux

Au Burkina Faso comme ailleurs dans le monde, les organisations religieuses ont depuis longtemps été engagées dans des entreprises de prosélytisme envers des populations dont une grande partie s'inscrivait dans des religions locales dites « animistes ». Ainsi, surtout à partir du dix-neuvième siècle, dans le contexte de la colonisation française, de nombreuses missions chrétiennes se sont implantées en Afrique, créant des noyaux de convertis principalement au catholicisme dans le cas du Burkina Faso. C'est à partir de ces œuvres missionnaires qu'ont été créées quelques-unes des premières ONG en Haute-Volta. Cette assise historique a peut-être conduit certains analystes à faire le parallèle avec les ONG islamiques qui ont proliféré dans les années 1980 dans le contexte de l'émergence de l'islam politique dans le monde musulman (voir, entre autres, Ghandour 2002). De ce fait, on a pu confondre les dynamiques d'évangélisation coloniales et les enjeux plus récents de la réaffirmation de l'identité religieuse. Ces dynamiques récentes se distinguent aussi de celles du maraudage de type prosélyte entre même communauté religieuse, par exemple lorsqu'une association salafiste veut amener des musulmans d'une autre tendance à épouser ses thèses, ou entre différentes communautés chrétiennes, comme on peut le voir entre les catholiques et les évangéliques.

En conséquence, dans cet article, par prosélytisme, nous désignons les pratiques et les attitudes qui visent à rallier de nouveaux adhérents à une doctrine ou une foi particulière, correspondant dans la majorité des cas à une conversion. Dans le cadre de l'analyse de la réaffirmation et de la transformation des identités religieuses au cours des dernières décennies du vingtième siècle en Afrique de l'Ouest, un glissement semble s'être produit dans l'usage tant scientifique qu'ordinaire du terme qui tend à faire la confusion entre les actions qui visent la conversion et toute activité à caractère religieux; ceci est surtout le cas dans le cadre des débats sur des mouvements politiques, tel que l'islamisme et de la « Guerre contre le terrorisme » post-11 septembre 2001. Dans ce contexte, nous avons effectivement constaté lors de nos enquêtes au Burkina Faso que plusieurs dirigeants d'ONG résistent à décrire leurs activités en termes de prosélytisme; ils font plutôt appel à la notion d'évangélisation qui correspond à propager les messages de la Bible et du Nouveau testament chez les chrétiens, et à celle de la *da'wa* en Islam qui invite à revenir à la pureté de la religion et à retourner vers les principes fondamentaux de la religion considérée comme étant la « vraie religion »; démarche qui, à différents moments de l'histoire, s'est accompagnée de diverses pratiques missionnaires.

Quoique dans presque toutes les ONG rencontrées, la question du religieux soit présente sous une forme ou une autre, les activités de conversion et missionnaires demeurent plus ou moins au second plan de leurs actions et prennent diverses formes. Nous pouvons différencier trois attitudes générales quant à l'inclusion du religieux dans les activités des ONG rencontrées. Premièrement, les activités de certaines organisations semblent bel et bien s'inscrire dans des logiques de prosélytisme et, plus précisément, d'évangélisation, tout en déployant un volet social leur permettant d'obtenir le statut d'ONG. Ce cas se retrouve essentiellement chez certaines ONG évangéliques. Selon une logique communautariste, ces dernières recrutent exclusivement leur personnel dans les églises de la mouvance, en exigeant une lettre de référence « spirituelle », c'est-à-dire d'un pasteur, pour être embauchés. C'est le cas entre autres de l'ODE, de Christian Relief and Development Organisation (CREDO) et de Compassion International. Cette pratique pousse à un recrutement basé sur les convictions religieuses. Certains champs d'action sont particulièrement visés par ces organisations, notamment l'aide aux enfants en difficulté et l'aide aux orphelins. C'est la sphère d'activités choisie par Compassion International qui propose un encadrement à des enfants démunis par le biais d'églises évangéliques partenaires. Ces activités s'adressent à une majorité d'enfants « non chrétiens » c'est-à-dire aussi bien musulmans, catholiques qu'animistes. Les activités de scolarisation et de divertissement financées par l'ONG sont animées par des employés des églises dans l'enceinte même des églises, ce qui laisse croire que ces activités comportent une forte connotation d'évangélisation. Beaucoup de parents retirent leurs enfants pour cette raison selon l'aveu des responsables.⁸ D'autres ONG, comme la Fondation Parole d'espoir et Action des chrétiens Tous unis pour la solidarité (ACTS) ont créé des villages-pilotes pour accueillir les orphelins recueillis dans les villages environnants. Ils y hébergent les enfants, les scolarisent et les forment à des métiers, dans une atmosphère d'évangélisation.⁹ Sans mettre en doute la sincérité de l'élan des responsables envers les enfants orphelins, nous constatons qu'il s'agit également d'entreprises de conversion visant des populations vulnérables, créant des microcommunautés basées sur la foi.

Toutefois, certaines ONG évangéliques semblent en passe de placer le prosélytisme au second plan. C'est le cas notamment de l'Association évangélique d'appui au développement (AEAD), dirigée par un pasteur de l'Église des Assemblées de Dieu, qui tend à se démarquer des pratiques prosélytes des grandes ONG évangéliques. Bien que comprenant un volet pastoral, l'action de l'AEAD concerne surtout l'éducation, notamment la réinsertion scolaire, ainsi que la santé. Les membres de l'AEAD sont principalement issus des milieux évangéliques, mais certains sont musulmans ou catholiques, et l'organisation ne pratique pas de sélection basée sur la foi pour ses employés. Le pasteur Philippe voit plutôt son action comme une démarche « holistique »,

s'occupant des trois dimensions de l'être humain à savoir le corps, l'esprit et l'âme. La dimension religieuse de l'AEAD consiste en la construction d'églises en milieu rural et d'autres formes d'appui logistique aux églises locales, mais ces activités semblent séparées des actions éducatives et sanitaires pour lesquelles il n'y a, à notre connaissance, pas de contrainte religieuse mise sur les bénéficiaires.¹⁰

En second lieu, un grand nombre d'ONGc ont également une dimension religieuse affirmée, mais celle-ci est plutôt orientée vers un raffermissement de la foi que vers le prosélytisme de conversion. Les activités et orientations de plusieurs ONG islamiques internationales correspondent à cette catégorie. L'Association mondiale pour l'appel islamique, la Da'wa islamique, l'Agence des musulmans d'Afrique, l'Organisation islamique internationale de secours et la Fondation Aorèma possèdent un volet religieux important, consistant en la construction de mosquées, la distribution de matériel de prédication ou le financement d'écoles privées islamiques. Ces activités visent presque exclusivement des bénéficiaires musulmans, et non la conversion de non-musulmans. Ces organisations internationales se trouvent plutôt insérées dans des jeux d'influence entre diverses tendances islamiques prônées par les différents réseaux internationaux impliquant la Libye, l'Arabie saoudite et le Soudan. Cette attitude caractérise également la Fondation Abdallah ben Massoud, ONG nationale d'orientation salafiste arrimée à des réseaux saoudiens, qui se distingue par la mise sur pied de la radio islamique Al Houda qui est connue pour proposer des émissions qui prônent une certaine orthodoxie religieuse (Savadogo et Gomez-Perez 2011) et par le lancement d'une chaîne de télévision islamique.

Ces organisations s'occupent, tout comme les ONG évangéliques présentées plus haut, des orphelins,¹¹ mais dans une optique différente, c'est-à-dire en ciblant exclusivement les enfants musulmans et non en attirant des jeunes non-musulmans avec un objectif de conversion. L'Agence des musulmans d'Afrique possède des orphelinats dans des multi centres qui comportent également un centre de santé, des écoles primaires et secondaires ainsi qu'une mosquée, tout comme la Fondation Abdallah ben Massoud possède des orphelinats. Les autres ONG gèrent la prise en charge des orphelins dans leur famille ou avec leur tuteur. Les organisations font généralement des annonces dans les journaux, à la radio ou dans les mosquées pour encourager la population à venir inscrire les orphelins à leur association. Les frais scolaires et de subsistance sont alors pris en charge par l'ONG. Presque tous les enfants orphelins visés sont musulmans, et cette prise en charge répond donc plus à une injonction coranique (sourate 4) qu'à une volonté de convertir une population vulnérable, rappelant qu'au-delà des interprétations instrumentales de l'activisme social religieux, les croyants obéissent avant tout à ce qu'ils considèrent comme des injonctions divines (de Bruijn et van Dijk 2009).

Troisièmement, les activités religieuses et plus spécifiquement le prosélytisme n'occupent aucune ou très peu de place au sein de plusieurs organisations. C'est le cas des ONG internationales telles que Lutheran World Relief et de Christian Aid. D'une part, dans le cas de ces organisations, il n'existe aucune église luthérienne, anglicane ou presbytérienne au Burkina Faso, et les responsables de ces organisations ne sont pas spécifiquement issus des milieux religieux, mais sont plutôt des techniciens recrutés par concours ouverts. D'autre part, ces ONG, tout comme Catholic Relief Services, sont financées par des croyants occidentaux pour qui cet investissement cadre avec leurs valeurs de partage et de compassion, sans stratégie d'évangélisation et de conversion explicite. Cette attitude s'apparente à l'approche de l'Église catholique burkinabè qui, à travers l'OCADES, déploie un impressionnant effort d'assistance sociale sans volet religieux et avec un recrutement ouvert aux candidats de toutes confessions, bien qu'ultimement les orientations soient définies par les évêques. Les différentes congrégations catholiques se distinguent aussi par leur action dirigée à l'ensemble de la population dans les domaines éducatifs et sanitaires, ainsi que par l'absence d'efforts directs de conversion dans leurs établissements. Bien entendu, ce déploiement d'aide apparemment désintéressée a possiblement en partie pour but

d'accroître la visibilité de l'Église et de soigner son image dans le but d'attirer des convertis, mais cet objectif n'est jamais mis de l'avant compte tenu du fait qu'un accord tacite entre catholiques et musulmans ne prône pas une conversion ouverte et visible par souci de cohabitation et de dialogue interreligieux (Langewiesche 2011). Par ailleurs, il ne semble pas que les ONG catholiques attirent un grand nombre de nouveaux fidèles.

Surtout caractéristique de l'Église catholique, cette approche se répand au sein des ONG islamiques et évangéliques. Par exemple, les responsables de Qatar Charity, de la Fondation islamique internationale de charité et de Makkah Al-Moukarramah rejettent l'étiquette d'ONG islamique et parlent plutôt d'organisations basées sur la foi (*faith-based*), une expression empruntée au milieu chrétien, sans que cette désignation n'affecte la nature des travaux effectués.¹² Cheikh Adama Aorèma Ouédraogo insiste également sur le fait que le volet religieux n'est pas à l'avant-plan de la fondation qui porte son nom puisque « l'aide est apportée à tout le monde sans distinction de races, de religions ni de sexes ». ¹³ Chez les évangéliques, la Société internationale de linguistique rejette également l'appellation d'ONG chrétienne, et insiste sur le fait que son travail de traduction et d'alphabétisation n'est pas fait dans un but d'évangélisation, même si l'essentiel de son travail consiste en la traduction de la Bible en langues nationales et la formation de personnel des autres ONG évangéliques,¹⁴ et cette organisation a été historiquement critiquée comme étant un outil de prosélytisme déguisé ailleurs dans le monde (Stoll 1983). La situation est similaire à l'Association évangélique pour la promotion des sourds, dirigée par Thérèse Kafando, veuve du fondateur le pasteur Abel Kafando. Cette structure est la seule ONG évangélique à notre connaissance à chercher systématiquement le contact avec les responsables catholiques, musulmans et coutumiers pour dépister les enfants défavorisés atteints de surdité et leur fournir une éducation adaptée. L'école CEFISE, à Ouagadougou, qui constitue l'institution phare de l'association, dispose d'un service pastoral que les élèves peuvent fréquenter, mais cette fréquentation est laissée au choix de l'enfant et de ses parents, à l'image des aumôneries dans les écoles catholiques. Ce service est totalement séparé de l'enseignement selon ce que nous avons pu constater sur le terrain.¹⁵

Tout comme les responsables diocésains qui sont des évêques, les dirigeants de ces organisations musulmanes et évangéliques sont animés par un fort sentiment religieux. La plupart des ONG islamiques construisent des mosquées, ont des départements de *da'wa*, et de nombreux responsables, comme Abdoul Malik de Makkah Al-Moukarramah ou Aboubacar Doukouré, fondateur de la Fondation islamique internationale de charité, ont des formations poussées en théologie. Ces deux responsables, comme c'est le cas de plusieurs autres, font appel à leur formation pour expliquer leur engagement dans le domaine du développement, de l'aide humanitaire et de l'action sociale. Les actions menées dans ces domaines répondent donc à une lecture qui met la priorité sur la notion de morale religieuse mais qui s'incarne dans des actions concrètes où la conversion n'est pas notoirement recherchée.

En effet, beaucoup de responsables rencontrés, étrangers et surtout nationaux, témoignent d'une volonté de « faire quelque chose » pour le développement de leur pays comme étant la motivation première de leur travail au sein des ONG. Cheikh Aorèma, notamment, cite son passé d'orphelin et d'élève coranique comme origine de son engagement auprès des enfants vulnérables.¹⁶ Cette motivation rejoint les préoccupations rencontrées au sein du personnel des associations religieuses, particulièrement islamiques, destinées à la base à la promotion de l'islam, et qui voient l'action sociale comme un espace privilégié d'engagement. Aminata, de l'Association des jeunes musulmans à Ouidi, estimait n'avoir « rien fait » d'utile pour l'islam ni pour le Burkina Faso, bien qu'elle milite depuis plus de 10 ans dans le milieu associatif, et confait vouloir s'investir dans le milieu des ONG islamiques qui constitue à ses yeux un espace où il est possible de mieux appliquer les préceptes de l'islam en aidant les démunis.¹⁷ Les militants de la Jamaat Ibadou Rahmane (Association des serviteurs de Dieu), association islamique du quartier

Larlé à Ouagadougou,¹⁸ semblaient reconsidérer jusqu'à la pertinence même de leur action religieuse, jonglant avec divers projets de prise en charge des orphelins ou d'aide aux femmes du quartier.¹⁹ C'est également le cas de l'Association des élèves et étudiants musulmans du Burkina (AEEMB), qui porte une attention de plus en plus grande aux œuvres sociales, avec la tenue d'une Journée de solidarité, devenue Semaine nationale de la solidarité islamique en 2010, au cours de laquelle l'association sollicite des dons de membres qui sont par la suite remis à des organismes œuvrant auprès des démunis.²⁰ En 2009, l'AEEMB ciblait l'orphelinat catholique Home Kisito, témoignant d'un éloignement du prosélytisme et d'une volonté de dépasser les clivages religieux,²¹ bien que cette tendance à établir des relations interconfessionnelles soit pour le moment embryonnaire chez les musulmans au Burkina Faso.

Les ONGc semblent donc porteuses d'une nouvelle forme de militantisme, où les acteurs tentent de construire un type de participation citoyenne basée sur les valeurs religieuses en s'engageant dans le champ social pour transformer et moraliser la société burkinabè. Ils ne cherchent pas strictement à renforcer leur foi ou à faire croître le nombre de fidèles à leur groupe religieux spécifique, mais cherchent plutôt à améliorer les conditions générales de la population burkinabè dans l'espoir éventuellement d'encourager une insertion dans divers groupes religieux. Bien qu'ils tissent des liens avec l'étranger, ces acteurs sont essentiellement tournés vers l'action locale, de proximité en regard des difficultés quotidiennes vécues par les populations. Il importe en conséquence d'établir une distinction entre les organisations qui ont un agenda prosélyte connu et qui n'opèrent que dans les milieux de leur propre communauté, et celles qui ont des agendas moraux mais sans spécificité confessionnelle marquée et qui opèrent dans des milieux diversifiés sans mettre de l'avant la conversion.

Enfin, leur inscription dans l'univers du développement, avec son langage spécifique, l'encadrement de l'État et la recherche de partenaires financiers à l'extérieur du champ religieux, pousse les ONGc à l'adoption d'un langage de la modernité, marginalisant les entreprises missionnaires et favorisant la collaboration interreligieuse. Ainsi, les ONGc rencontrées tendent à opérer un rapprochement entre morale religieuse fondée sur la charité, les soins de santé de proximité et l'éducation d'un côté, et la modernisation à l'occidentale de leur structure et fonctionnement d'un autre côté. Alors que cette dynamique pourrait laisser croire à une professionnalisation accrue par rapport aux organisations essentiellement prosélytes, il semble plutôt que la plupart des ONGc se caractérisent par d'importantes lacunes à ce niveau, étant souvent portées à bout de bras par un petit nombre d'acteurs plus ou moins outillés au niveau technique, mais surtout animés par la bonne volonté et par leur passé de militantisme religieux.

Du professionnalisme : peu de ressources et peu de structure

L'insertion dans le monde de l'aide au développement internationale et de l'aide humanitaire invite à l'adoption de procédures standardisées et à l'emploi de personnel technique ayant une expertise professionnelle reconnue. En effet, les structures religieuses sont appelées à modeler leurs modes d'opération sur ceux des grandes structures de coopération occidentale, notamment la Coopération française ou l'USAID, présents depuis plusieurs décennies en Afrique. Ces organisations emploient un personnel de techniciens souvent très qualifiés et procèdent selon des modes d'intervention définis par des équipes d'experts et appliqués, en principe du moins, sur le terrain. De fait, les grandes structures de coopération occidentales et les bailleurs internationaux de l'aide humanitaire ont longtemps mis de l'avant l'idée de l'expertise technique, qui a mené à une standardisation des pratiques de l'aide. Cette conception de l'expertise de l'aide a été progressivement bonifiée par celle d'une professionnalisation des acteurs de la société civile basée sur leur capacité à mobiliser des ressources et des rapports politiques qui mènent à une reconnaissance dans le monde de l'aide internationale au développement et de l'aide humanitaire. À la lumière de ces

éléments, nous centrerons notre argumentation ici sur la capacité des ONGc à mobiliser des ressources techniques, financières et politiques, ainsi que sur leur structure organisationnelle, incluant la présence de personnel salarié. Il importe aussi de souligner que dans certains contextes le rapport au religieux et au prosélytisme peut aussi faire partie des stratégies de professionnalisation mises de l'avant par les ONG. En effet, une mise au second plan des objectifs religieux peut contribuer à donner une image de sérieux à l'organisation, permettant notamment de nouer des contacts dans des réseaux élargis et de recruter du personnel qualifié hors du milieu confessionnel. C'est vraisemblablement le cas de l'AEAD du pasteur Philippe, qui négocie des financements avec divers bailleurs internationaux grâce à une image moderne et non-confessionnelle.

De façon générale, le degré de professionnalisation varie grandement d'une ONGc à l'autre. Certaines grandes organisations ont atteint un degré de professionnalisme qui n'a rien à envier à n'importe quelle autre ONG internationale. C'est particulièrement vrai des ONG catholiques comme l'OCADES, une organisation nationale, et l'organisation internationale CRS, qui, pour sa part, possède un personnel dirigeant restreint d'origine américaine installé sur place, ainsi que plusieurs départements, dont ceux des projets hydrauliques, de l'agriculture et de l'aide alimentaire. Ces divers départements sont dirigés par des techniciens recrutés par concours nationaux et salariés. La situation est plus inégale au sein des autres congrégations catholiques. Alors que certaines, comme les clercs de Saint-Viateur ou les frères de la Sainte-Famille, sont très efficaces et bénéficient d'une longue expérience dans les domaines de l'éducation ou de la santé, d'autres semblent naviguer difficilement dans l'univers du financement international et de la reconnaissance légale auprès de l'État burkinabè. C'est le cas notamment de la Congrégation des Sœurs de l'instruction chrétienne de Saint-Gildas-des-Bois, enregistrée comme ONG depuis quelques années seulement après une présence dans le pays depuis 1958 à la tête de centres de formation pour jeunes filles. C'est aussi le cas de la directrice du centre de santé de Ouagadougou, sœur Édith Kaboré, qui, en dépit de son dynamisme, se plaint de ne pas bénéficier pleinement du statut d'ONG du fait de ses connaissances légales limitées et de ses réseaux restreints.²²

Pour ce qui est des organisations évangéliques, malgré la tendance lourde à recruter du personnel exclusivement au sein de membres des églises évangéliques, ce qui peut paraître diminuer significativement le nombre de candidats possédant des compétences techniques reconnues et limiter le degré d'insertion de ces organisations dans les structures du financement de l'aide internationale, il appert que ces églises réussissent tout de même à mobiliser des sources de financement considérables et à s'insérer dans les réseaux transnationaux. Par exemple, l'Office de développement des églises évangéliques, qui mène des actions dans les domaines de la santé, du microcrédit et de la sécurité alimentaire, possède des partenariats avec diverses organisations transnationales chrétiennes, telle que Pain pour le monde qui est liée aux églises évangéliques allemandes. L'organisation participe aussi à des projets financés par l'Union européenne, tel qu'un projet récent d'aide alimentaire.²³ Dans le cas de Compassion International, le fonctionnement de base est assuré par les responsables d'églises évangéliques locales qui organisent les activités pour les enfants suite à une formation offerte par une petite équipe de professionnels locaux, eux – mêmes évangéliques, qui coordonnent le tout depuis des bureaux ultra modernes à Ouagadougou, avec l'appui de spécialistes étrangers recrutés dans les réseaux des églises. De fait, certaines de ces organisations chrétiennes internationales ont, au cours de leurs activités, réussi à former et à recruter du personnel possédant une expertise technique équivalente à celle des principales agences internationales de développement et d'aide humanitaire.

Les ONG chrétiennes nationales, tant catholiques que évangéliques qui parviennent à canaliser des fonds internationaux, pour leur part, tirent l'essentiel de leurs revenus de structures chrétiennes européennes ou américaines. Dans le cas de l'OCADES, ce sont des structures membres de Caritas en Europe, surtout en Autriche, en Allemagne et aux États-Unis. Pour les ONG évangéliques, les partenaires les plus importants sont Tearfund UK (Royaume-Uni),

Woord en Daad (Pays-Bas), la Fondation Stromme (Norvège), Pain pour le monde (Allemagne, principal bailleur de l'ODE), ainsi que des contacts privés au sein des églises évangéliques aux États-Unis et en Europe.

Certaines ONG chrétiennes nationales parviennent aussi dans certains cas à canaliser des fonds importants provenant d'organisations internationales non-confessionnelles de coopération internationale, tel que c'est le cas de l'USAID pour Catholic Relief Services, l'Association canadienne de développement international pour Christian Children's Fund of Canada et Mennonite Central Committee, la coopération italienne et l'ambassade de l'Italie au Burkina Faso pour le Mouvement Shalom, et l'Union européenne pour Christian Aid. Des financements d'appoint sont souvent obtenus auprès de l'UNICEF, l'ONUSIDA, le Programme alimentaire mondial, l'Union européenne, diverses ambassades occidentales présentes au Burkina Faso ou des fondations sectorielles selon la débrouillardise des responsables. Par exemple, la Fondation Liliane pour les handicapés, créée en 1980 en Hollande, finance la maison Don Orione et l'Association évangélique pour la promotion des sourds grâce aux démarches des principaux responsables. Les dirigeants de l'ONG Vigilance ont réussi à devenir un interlocuteur crédible dans le domaine de la prévention du SIDA, attirant ainsi l'attention de la Coopération néerlandaise pour un financement important à venir.²⁴

Au-delà de leur capacité à mobiliser ces ressources techniques et financières et malgré leur tendance au communautarisme, les ONG évangéliques nourrissent une image de professionnalisme notamment par l'entretien de bureaux imposants dans des immeubles modernes et bien équipés en matériel informatique, comme c'est le cas pour l'ODE, Compassion International et le CREDO. Leurs actions sont par ailleurs relayées par la presse locale, accroissant leur visibilité. C'est le cas, par exemple, des articles de Juste Patoin, « Christian Children's Fund of Canada : 50 ans de secours aux enfants en difficulté » publié dans le journal *Le Pays*, le 25 janvier 2011, ou celui de P. Pauline Yaméogo, « Action chrétienne Tous unis pour la solidarité : Une « manne » pour la veuve et l'orphelin », publié dans le journal *Sidwaya*, le 18 juillet 2007.

Alors que certaines ONG islamiques transnationales sont relativement bien structurées, en particulier l'Organisation islamique internationale de secours et l'Agence des musulmans d'Afrique, la situation est plus précaire en ce qui concerne les ONG musulmanes locales, où l'amateurisme quant à la recherche de financement et la capacité de coordonner des actions communes est plus prononcé. Par exemple, les responsables de l'Organisation islamique internationale de secours nous ont expliqué qu'ils produisent des rapports nationaux mensuels détaillés qui sont transmis au bureau central en Arabie saoudite. Au préalable, chaque dispensaire local transmet au bureau central national à Ouagadougou un rapport de ses activités. L'Agence des musulmans d'Afrique présente également un grand degré de structuration pour leurs activités humanitaires. Ce sont d'abord les populations locales qui formulent des demandes à l'ONG. Après vérification des demandes, les employés du bureau au Burkina Faso envoient les demandes retenues au siège central au Koweït. Ce dernier octroie ensuite des fonds pour accomplir les projets, ce qui est généralement assez rapide aux dires des responsables.²⁵ Cependant, la plupart des autres ONG islamiques, notamment celles qui émanent d'initiatives locales, ont un fonctionnement beaucoup plus aléatoire. La Fondation Cheikh Aoréma est orientée selon les volontés de son fondateur, qui reconnaît avoir très peu de connaissances légales ou organisationnelles.²⁶ La Da'wa islamique, pour sa part, fonctionne avec une toute petite équipe pratiquement bénévole, et les projets sont initiés du Soudan sans aucun apport provenant du terrain.²⁷ Enfin, les ONG islamiques (nationales et transnationales), à la grande différence des ONG chrétiennes, sont incapables de coordonner leurs efforts, chaque organisation apparaissant en concurrence avec les autres. Ceci s'explique historiquement dans la mesure où les responsables des associations d'où sont issus les ONGc n'ont jamais montré une volonté de mener de concert des actions communes et sont assez soucieux de préserver jalousement leur pré carré. Ceci n'est d'ailleurs pas propre au

Burkina Faso mais peut s'observer dans d'autres pays de la sous-région.²⁸ Un des représentants nationaux de l'Organisation islamique internationale de secours (OIIS), a tenté de créer un organisme de coordination, sans succès :

Nous avons d'ailleurs tenté de créer une association ou un comité regroupant toutes les ONG provenant des pays arabes au Burkina. Nous voulions pouvoir nous concerter pour mieux fournir l'aide humanitaire au pays, pour s'assurer que deux ONG ne fournissent pas la même aide dans un même village. Mais après trois rencontres, nous avons laissé tomber. Il y avait beaucoup de méfiance. Certaines associations ne voulaient pas que l'on sache ce qu'ils font. Je pense qu'il y avait vraiment beaucoup de méfiance. La majorité des personnes qui gèrent les autres ONG islamiques sont des ressortissants [étrangers] alors que moi je suis burkinabé.²⁹

La dynamique du bénévolat qui caractérise de nombreuses ONGc, et en particulier les ONG islamiques, explique en grande partie les lacunes quant à la professionnalisation. En effet, bon nombre d'ONGc bénéficient surtout de l'enthousiasme des membres plutôt que d'une organisation structurée, répondant aux critères d'expertise et possédant une capacité significative de mobiliser du capital financier et politique. Grand nombre des ONGc rencontrées dépendent du bénévolat de leurs membres, de levées de fond privées et de dons. Les salaires sont dans bien des cas symboliques, et plusieurs responsables ont un autre emploi, à l'image du responsable de l'OIIS cité ci-haut. Sur le terrain, beaucoup d'ONG s'appuient aussi sur le travail des membres de leur communauté. Ceci est en particulier le cas des églises évangéliques qui arrivent à mobiliser des réseaux de soutien considérables. Les ONGc apparaissent donc comme un prolongement des associations religieuses militantes, les individus s'engageant dans ces organisations faisant preuve de volontarisme pour souvent acquérir une formation technique partielle par la suite; ceci est surtout le cas dans les ONG qui opèrent à l'échelle locale.

Cette dynamique militante est parallèle à la prédominance de certains acteurs qui portent à bout de bras des ONG qu'ils ont créées ou dont ils constituent la courroie de transmission locale. Cette situation est peu visible chez les catholiques, outre quelques petites congrégations, l'Église nationale offrant une coordination générale qui dépasse les élans individuels et assure le respect d'une stratégie collective cohérente. En revanche, elle est omniprésente dans le milieu évangélique, où plusieurs pasteurs ou personnalités constituent l'âme de certaines ONG : pasteur Philippe Ouédraogo à l'AEAD, pasteur Pawentaoré Ouédraogo à l'Alliance missionnaire internationale, pasteur Michel Ouédraogo à la Fondation Parole d'espoir, pasteur Moïse Napon à CREDO, feu pasteur Abel Kafando à l'Association évangélique pour la promotion des sourds (AEPS), Joanna Ilboudo à ACTS, parmi les plus connus. Dans bien des cas, il semble improbable que les organisations puissent bien fonctionner sans l'implication de leur premier responsable, qui canalise les fonds nationaux et étrangers, et façonnent la vision générale de l'ONG. L'exemple des difficultés de l'AEPS, reprise par la veuve du pasteur Kafando, sont instructives : très déterminée à poursuivre l'œuvre de son mari, Mme Kafando ne possède toutefois pas les contacts de ce dernier, notamment avec les partenaires américains, rendant les opérations difficiles. La situation à la Fondation Cheikh Aoréma est semblable : le cheikh définit les priorités de l'organisation en partant de ses principes éthiques et religieux, mais il fait face également à des manques significatifs au plan technique.

De plus, ces multiples initiatives viennent souvent dédoubler, sans grande coordination, les efforts des organisations centralisées comme l'ODE, sans compter certaines églises elles-mêmes qui possèdent leur propre service d'assistance sociale, comme le World Assemblies of God Development Agency de l'Église des Assemblées de Dieu. Si cette compétition peut être de nature à favoriser le dépassement de chacun, il est difficile de ne pas y voir principalement une lutte pour acquérir du prestige dans le champ religieux, les résultats sur le terrain permettant aux dirigeants de gagner en autorité tant symbolique que sociale. S'il est contre-productif de

douter de la sincérité des convictions religieuses et du sentiment charitable qui animent ces responsables, force est de constater qu'une telle constellation de leaders fonctionne souvent à l'inverse de la capacité de s'insérer dans les réseaux nationaux et internationaux du financement de l'aide humanitaire. De fait, les dynamiques de la professionnalisation et de l'insertion des ONGc dans les réseaux de l'aide internationale au développement et de l'aide humanitaire font ressortir deux éléments de réflexion. D'une part, contrairement à une certaine vision mise de l'avant dans la littérature, notamment sur les ONG islamiques, le rapport au prosélytisme ne s'inscrit pas dans une relation de correspondance avec le degré de professionnalisation. La capacité à mobiliser les outils reconnus dans la professionnalisation des acteurs de l'aide dépend beaucoup plus de leur insertion dans des réseaux de financement et d'expertise technique. D'autre part, tel que nous l'avons décrit la compétition intra-confessionnelle joue un rôle central dans cette capacité à mobiliser des réseaux de financement et d'expertise technique.

Le rapport à l'État : impacts des dynamiques religieuses au Burkina Faso

La croissance des ONGc au Burkina Faso s'inscrit dans un contexte spécifique des rapports entre l'État burkinabè et les communautés religieuses. En comparaison avec la plupart des pays ouest-africains (Sénégal, Mali, Niger, Ghana, Nigeria, Côte d'Ivoire), la visibilité publique des communautés religieuses reste relativement limitée et l'État maintient une certaine distance par rapport aux responsables religieux, malgré le fait qu'il ait fait état d'arbitre dans les conflits entre musulmans et fait appel aux catholiques pour certains moments marquants, tels que la journée du pardon. Cela ne signifie toutefois pas une absence de relations entre ces acteurs. À l'indépendance, l'essentiel des nouvelles élites avait été formé dans les écoles catholiques, et l'Église possédait une influence importante. Cette influence s'est métamorphosée progressivement suite aux manœuvres des régimes politiques successifs qui ont tenté de maintenir les prélats aux marges du pouvoir (Otayek 1997). Alors que l'islam est majoritaire démographiquement, cette religion a historiquement été marginalisée au plan politique. Toutefois, la structuration progressive de l'islam en associations (Communauté musulmane du Burkina Faso en 1962, Mouvement sunnite en 1973, Association islamique de la Tidjaniyya en 1978, Association des élèves et étudiants musulmans du Burkina en 1985, foisonnement depuis les années 1990), portées principalement par des intellectuels formés dans les écoles publiques et dans une moindre mesure dans les médersas (écoles franco-arabes), a également contribué à rééquilibrer les influences. Quant aux évangéliques, marginaux jusqu'aux années 1980, ils ont surtout fait irruption dans le champ politique vers la fin des années 1990, s'investissant dans divers organes de l'État (Laurent 2009). Le mandat de Tertius Zongo, membre éminent de l'Église centrale des Assemblées de Dieu, comme Premier ministre entre 2007 et 2011 est illustrative de cette influence croissante des églises évangéliques qui représentent une force que le pouvoir ne peut ignorer. De façon générale, l'État tente d'opérer un équilibre entre les influences de ces trois groupes.

Ce contexte joue dans le champ des ONGc, où s'opère une dialectique entre les initiatives religieuses et les exigences de l'État. Quoique l'État burkinabè ne joue pas un rôle significatif dans le financement des ONGc ou en tant que relai face aux structures transnationales de l'aide au développement et de l'aide humanitaire, il opère tout de même un certain contrôle sur les activités des ONGc. Ce contrôle s'exerce tant au niveau de la reconnaissance légale de ces organisations qu'à celui de leur insertion dans les priorités et les politiques sociales de l'État.

Sur le plan de la reconnaissance légale, l'État burkinabè, engagé au plan international par diverses conventions, opère un certain contrôle de l'activité des ONG à travers la DSONG. Ce dernier tient une liste des ONG actives au pays, qui n'est toutefois pas parfaitement à jour, notamment pour ce qui est des ONG émanant du milieu associatif islamique. Cette situation s'explique par un certain flou dans les lois, qui ne donnent pas un statut particulier pour les ONG. Seules les

ONG étrangères sont systématiquement inventoriées, alors que les ONG locales s'enregistrent d'abord comme associations suivant la loi N°10/92/ADP portant sur la liberté d'association. Par la suite, elles ont la possibilité d'être reconnues comme associations « d'utilité publique », et ainsi d'être associées aux politiques de l'État et obtenir une reconnaissance de la DSONG. Le statut d'ONG est assez convoité pour les avantages fiscaux qui s'y rapportent, en particulier l'exemption de droits de douanes pour l'importation de certains équipements, mais s'accompagne d'un certain droit de regard de l'État sur les finances des ONG, surtout depuis le renforcement du mandat de la DSONG, devenue direction générale en 2006 suite à l'exposition dans la presse de cas d'ONG fictives, prétextes à détournements de fonds.³⁰ Ce droit de regard ne semble pas théorique à en juger par l'agacement exprimé par plusieurs responsables rencontrés, notamment chez les clercs de Saint-Viateur et à la maison Don Orione.

Par ailleurs, les ONG œuvrant dans le domaine de la santé doivent passer des conventions avec le Ministère de la santé pour pouvoir opérer les installations. L'AEAD a par exemple dû suspendre les activités de sa clinique dentaire, n'ayant pas complété les formalités nécessaires.³¹ Ces conventions forcent, en principe du moins, l'ONG à offrir certains services, en particulier des consultations générales à bas prix, et de n'opérer aucune discrimination sur les patients, incluant la discrimination sur une base confessionnelle. L'exemple du Dr Gherbi, de l'Agence des musulmans d'Afrique, nous éclaire sur les procédures concrètes dans le domaine de la santé. Il est chargé de représenter les centres médicaux détenus par les ONG internationales. La direction responsable de suivre le domaine privé au Ministère de la santé rencontre au moins deux fois par an les responsables sanitaires et ceux-ci sont conviés à plusieurs séminaires et conférences. Pour ceux qui possèdent un centre de santé, ils ont au minimum deux rencontres par année avec les membres du district sanitaire, en plus de la direction du suivi du privé au Ministère de la santé et de la direction régionale. Ils peuvent être conviés par exemple pour obtenir des informations sur des campagnes de vaccination ou une épidémie.³²

La situation est différente dans le domaine scolaire. Les centres scolaires détenus par les ONG islamiques en particulier ne reçoivent pas de financement de l'État, ce qui entraîne parfois des tensions puisque la situation n'est pas la même chez les chrétiens. Il existe des relations entre le Ministère de l'enseignement de base (MEBA), le Ministère de l'enseignement secondaire, supérieur et de la recherche (MESSRS) et les écoles tenues par les organisations islamiques. Néanmoins, il n'y a pas, comme c'est le cas pour les écoles catholiques, protestantes et privées laïques, de convention spécifique avec ces ministères, ce qui les empêche notamment d'accueillir des élèves affectés, c'est-à-dire des élèves talentueux du primaire dont les parents n'ont pas les moyens de payer pour une école secondaire prestigieuse. Par l'affectation, l'État défraie une partie des frais de scolarité.³³

Après la construction d'écoles primaires et secondaires, certaines organisations prennent complètement en charge ces écoles. C'est le cas de l'Agence des musulmans d'Afrique qui possède des écoles primaires et secondaires, de la Fondation de solidarité et d'aide au peuple africain qui possède des écoles primaires et secondaires, dont le lycée Madina, le lycée des jeunes filles de Zaghouli, le lycée de jeunes filles de Ouahigouya et le collège Avicennes de Nagrin,³⁴ ainsi que de Qatar Charity qui gère un centre d'alphabétisation, et, finalement, la Fondation Cheikh Aorèma qui possède l'école secondaire Cheikh Aorèma à Ouagadougou et des centres de formation. Quelques organisations prennent également en charge des enseignants, dont l'Association mondiale pour l'appel islamique, qui en fait sa principale activité, alors que d'autres distribuent du matériel scolaire, dont Qatar Charity et la Fondation Cheikh Aorèma, ou des bourses pour des études supérieures dans le cas de l'Agence des musulmans d'Afrique. L'absence de conventions pour les écoles islamiques peut indiquer qu'elles ne remplissent pas les critères requis. Cette situation est également à replacer dans le contexte historique de méfiance des responsables de l'État

envers des institutions d'enseignement islamiques jugées de qualité insuffisante pour être pleinement reconnues, et qui ne mènent donc à aucun débouché pour les diplômés (Cissé 1990).

Cette pression de la part de l'État sur les activités des ONGc en santé, notamment, contribue à une certaine standardisation du travail et des structures des ONG. Les conventions avec les différents ministères s'accompagnent de conditions, notamment l'intervention de personnel rémunéré par l'État et provenant de l'extérieur des ONG, et garantissent un certain regard externe sur les activités des organisations. Il semble toutefois exister un écart entre les centres de santé islamiques et chrétiens, les premiers attirant peu de personnel de l'État, à l'exception de l'AMA. Par ailleurs, le contrôle annuel des états financiers des ONG oblige ces dernières à développer une expertise en comptabilité. Enfin, les conventions forcent les ONG à arrimer leur travail avec les stratégies mises en place par les ministères; par exemple, les dispensaires s'intègrent à la pyramide nationale des centres de soins et servent de complément au système de santé public. Toutefois, la situation des ONG islamiques opérant dans un flou légal éclaire les limites de l'encadrement de l'État.

Tel que mentionné précédemment, l'apport financier de l'État aux ONG reconnues est négligeable, consistant essentiellement en un prêt de personnel (infirmières ou enseignants) et quelques transferts de fonds obtenus chez les bailleurs internationaux. L'un des rares exemples d'une ONGc déclarant avoir reçu de l'aide de l'État dans le cadre d'un entretien tenu par un membre de notre équipe de recherche est celui de Vigilance, une ONG évangélique œuvrant dans la prévention du SIDA. Son responsable affirme avoir obtenu une aide modeste de 1,000,000.00 FCFA (équivalent à environ \$1,900 canadiens) *via* le Programme d'appui au monde communautaire et associatif, qui est une structure de l'État mais soutenue par le Programme des Nations unies pour le développement.³⁵ C'est surtout la caution légale qui est recherchée par les ONG dans leurs démarches auprès de l'État, sachant que cette dernière constitue un gage de sérieux, au moins aux yeux des bénéficiaires et de bailleurs de fonds potentiels.

Dans ce contexte, les ONGc possèdent une marge de manœuvre légale. Outre l'exemple des ONG islamiques, la pratique courante de recrutement communautaire par les ONG évangéliques vient nuancer la portée du regard étatique. En effet, la pratique consistant à exiger des « lettres de recommandations spirituelles » aux candidats est illégale puisque discriminatoire. Elle n'est d'ailleurs jamais mentionnée dans les appels à candidatures publiés dans la presse généraliste, mais seulement dans ceux affichés dans les églises, et sera mentionnée au candidat en privé. Il est impensable que l'État ignore cette pratique, et il semble donc qu'il soit prêt à certains accommodements dans le but de conserver l'apport d'ONG qui comblent des besoins en matière d'assistance sociale, de se concilier des mouvances religieuses de plus en plus influentes et aussi de répondre à l'intérêt des instances internationales pour les communautés religieuses en matière de développement (Langewiesche 2011, 105 et suiv.). L'État burkinabè ne peut en effet se passer de l'apport des ONG religieuses dans le maintien de certaines mesures et services sociaux, notamment en éducation et en santé.

Conclusion

En définitive, il appert que les ONG confessionnelles du Burkina Faso ne sont pas en premier lieu des outils de prosélytisme. Bien que cette dimension ne soit pas absente des préoccupations de certains stratèges religieux, et bien que certaines ONG, surtout évangéliques, ont cet objectif comme principal leitmotiv, dans la plupart des cas on assiste à une dynamique beaucoup plus nuancée. Les responsables des ONG confessionnelles, étrangers comme nationaux, semblent principalement motivés par un désir de s'engager socialement, sur la base de valeurs religieuses fermes, afin de transformer et de moraliser la société burkinabè. Cet engagement se fait essentiellement dans une perspective locale, et non dans le cadre de l'espace mondial des religions

globalisées. Enfin, il tend à dépasser, quoique de façon limitée, les clivages religieux dans la mesure où certains acteurs semblent se rendre compte d'une concordance avérée de valeurs entre les membres des différentes confessions. De façon générale, tandis que les organisations évangéliques semblent favoriser une posture communautariste inscrite dans une logique de prosélytisme, les ONG islamiques sont aussi très communautaristes, mais peu prosélytes, dans la mesure où elles ignorent largement les populations non musulmanes dans leurs actions.

La dynamique volontariste qui anime la grande majorité des ONGc rencontrées s'accompagne de lacunes certaines sur le plan de la capacité de mobiliser les ressources techniques, organisationnelles et financières associée à un degré significatif de professionnalisme dans le monde de l'aide humanitaire. De fait, le bénévolat et l'action militante sont plutôt mis en exergue. Plusieurs ONGc, notamment dans le cas des ONG islamiques et évangéliques, reposent surtout sur le militantisme d'un personnel peu rémunéré, en plus d'être souvent dépendantes de la vision du fondateur qui porte l'organisation à bout de bras grâce à son implication et ses contacts personnels. Ce facteur limite la capacité d'insertion des ONGc dans les réseaux professionnalisants de l'aide internationale au développement et de l'aide humanitaire, en plus de fournir peu de garanties sur la qualité du travail effectué et sur la pérennité des projets mis de l'avant. Cependant, certaines structures font preuve d'une plus grande détermination à asseoir les assises d'une capacité de professionnalisation. C'est en particulier le cas des ONG catholiques qui recrutent le personnel sur la base de critères de compétence et non d'appartenance confessionnelle ou de valeurs morales. Elles parviennent à intégrer de façon subtile les préceptes religieux à leurs actions sociales afin de répondre plus adéquatement à l'hétérogénéité des situations sur le terrain. Il est à noter que les structures catholiques bénéficient d'un long processus historique d'implantation dans l'espace national, notamment dans le domaine de l'éducation, ce qui confère à ces organisations un statut quelque peu privilégié quant à la reconnaissance du sérieux de leur expérience de la part de l'État et des bailleurs de fonds. Par contre, il est à noter que l'absence apparente d'insertion dans les réseaux de la professionnalisation de l'aide internationale au développement et de l'aide humanitaire est dans certains cas compensée par la mise en valeur et l'intégration dans les réseaux religieux locaux et internationaux. Ceci qui peut dans certains cas garantir une accessibilité et une sensibilité culturelle envers les populations locales démunies. La proximité morale et culturelle face aux populations locales ouvre la possibilité à des pratiques ancrées sur les besoins locaux plutôt que l'adoption de pratiques et de structures institutionnelles qui relèvent des priorités des donateurs.

Enfin, les ONGc entrent dans un rapport dialectique avec l'État burkinabè. Ce dernier, fortement dépendant de l'aide internationale au développement, ne peut s'empêcher de faire une place aux ONG confessionnelles, qui fournissent un apport dynamique dans le domaine des services sociaux basé sur un enthousiasme religieux et sont devenus des partenaires privilégiés pour les instances internationales occidentales. Alors que l'État burkinabè peine à financer et à garantir adéquatement des services sociaux, médicaux et éducatifs à ses citoyens, certaines ONGc suppléent à ces besoins. De plus, les ONGc s'appuient sur des institutions religieuses présentes dans l'espace public national et entre lesquelles l'État tente d'assurer un certain équilibre. Finalement, le caractère relativement interventionniste de l'État burkinabè agit comme un facteur favorisant une certaine professionnalisation au plan de la structure et de l'expertise des ONGc, et poussent les ONGc à s'insérer en partie dans les stratégies d'action sociale définies par l'État.

Remerciements

La recherche empirique sur laquelle repose cet article a été rendue possible grâce au financement du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada. Nous tenons aussi à remercier Kathéry Couillard et Frédérick Madore pour leurs enquêtes sur les ONG islamiques menées à Ouagadougou en 2011.

Notes

1. Dans cet article, nous utilisons le terme « évangéliques » pour se référer aux nouvelles églises, mouvements ou organisations protestantes. Le terme « évangéliques » est aussi utilisé par la population locale burkinabè pour se référer à ces groupements.
2. L'INSD souligne que le nombre d'évangéliques est cinq fois plus important que celui des musulmans et deux fois plus que celui des catholiques (INSD 2009, 96).
3. Agence des musulmans d'Afrique (AMA/Direct-Aid); Fondation Abdallah ben Massoud; Fondation de solidarité et d'aide au peuple africain; Fondation Cheikh Aorèma; Qatar Charity; Fondation islamique internationale de charité; Association mondiale pour l'appel islamique; Makkah Al-Moukarramah; Organisation islamique internationale de secours; Da'wa islamique.
4. Organisation catholique pour le développement et la solidarité; Catholic Relief Services (CRS/Catholic Relief Services); Fondation Raoul Follereau; Communita di Sant'Egidio; Chrétiens pour le Sahel; l'Arche de Nongre Maasem; Action chrétienne pour l'abolition de la torture; Mouvement Shalom; Association des frères de la sainte famille œuvre sociale; Congrégation des Sœurs de l'instruction chrétienne de Saint-Gildas-des-Bois; Petite œuvre de la divine providence (maison Don Orione); clercs de Saint-Viateur; Emmaüs.
5. Office de développement des églises évangéliques; Association évangélique d'appui au développement (AEAD); Christian Relief and Development Organisation; Fondation Parole d'espoir; Action des chrétiens Tous unis pour la solidarité (ACTS); Association évangélique pour la promotion des sourds (AEPS); Christian Missionary Alliance; Projet Baptiste; Mission évangélique des navigateurs du Burkina; Mennonite Central Committee; Morija; Centre écologique Albert Schweitzer; Christian Children's Fund of Canada; Compassion International; Société internationale de linguistique (SIL); Association nationale pour la traduction de la Bible et l'alphabétisation; Christian World Outreach; Alliance Missionnaire International; Worldwide Goodnews Crusades; Ministères de Sion International; Fondation Sénégal/La grâce; Vigilance.
6. Christian Aid, lié à Churches Together in Britain and Ireland, qui regroupe la plupart des églises de Grande-Bretagne et d'Irlande, surtout protestantes, quelques-unes pentecôtistes et depuis quelques années l'Église catholique britannique, ainsi que Lutheran World Relief, issue de l'église luthérienne des États-Unis.
7. Entretien avec Marcel, le 16 février 2011, dans la résidence des Clercs de Saint-Viateur, à Ouagadougou. Par souci de veiller à l'anonymat de nos informateurs, tous les noms utilisés dans cet article sont fictifs et leurs statuts ne sont pas mentionnés.
8. Entretien avec Paul, le 7 janvier 2011, au siège de l'ONG Compassion International à Ouagadougou.
9. Entretien avec Martin, le 17 janvier 2011, dans son bureau à la Fondation Parole d'espoir, à Ouagadougou; entretien avec Germaine, le 14 janvier 2011, à son domicile, pour l'ACTS, à Ouagadougou.
10. Entretien avec Ezechiël, le 18 janvier 2011, dans son bureau de l'AEAD, à Ouagadougou.
11. Un enfant qui a perdu son père est considéré comme un orphelin par une majorité d'ONG, puisqu'il s'agit également de la définition dans le Coran. Ils sont pris en charge avant les orphelins de mère.
12. Entretien réalisé par Frédéric Madore avec Mohammad, le 16 novembre 2011, dans son bureau à Makkah Al-Moukarramah, à Ouagadougou; entretien réalisé par Kathéry Couillard avec Chafik, dans son bureau à Qatar Charity, à Ouagadougou.
13. Entretien réalisé par Frédéric Madore avec Saïdou, à la Fondation Cheikh Aorèma, le 3 novembre 2011, dans son bureau à Ouagadougou.
14. Entretien avec Hans, à la SIL, le 3 février 2011, dans son bureau à Ouagadougou.
15. Entretien avec Jeanne, à l'AEPS et de l'école CEFISE, le 12 janvier 2011, dans son bureau à Ouagadougou.
16. Entretien réalisé par Frédéric Madore avec Saïdou, à la Fondation Cheikh Aorèma, le 3 novembre 2011, dans son bureau à Ouagadougou.
17. Entretien avec Aminata, à l'Association des jeunes musulmans à Ouidi, le 7 mars 2011, dans son bureau à Ouagadougou.
18. À ne pas confondre avec l'association sénégalaise du même nom. La JIR burkinabè est essentiellement une association de quartier.
19. Observations de réunion du bureau de la JIR, le 26 décembre 2010, devant le siège de l'association, à Ouagadougou.
20. Ousman Belem, « La solidarité frappe à vos portes », <http://www.aeemb.bf>, 5 avril 2010.
21. « La journée de solidarité : ne jamais oublier », <http://www.aeemb.bf>, 17 avril 2009.
22. Entretien avec Berthe, le 2 février 2011, dans la résidence des sœurs à Ouagadougou.
23. Entretien avec Daniel, le 25 janvier 2011, au siège de l'organisation à Ouagadougou.

24. Entretien avec Samuel, à Vigilance, le 9 février 2011, au siège de l'organisation, à Ouagadougou.
25. Entretien réalisé par Frédérick Madore avec Ousmane, à l'AMA au Burkina Faso, le 25 novembre 2011, dans son bureau à Ouagadougou.
26. Entretien réalisé par Frédérick Madore avec Saïdou, à la Fondation Cheikh Aorèma, le 3 novembre 2011, dans son bureau à Ouagadougou.
27. Entretien réalisé par Frédérick Madore avec Ibrahim, à la Da'wa islamique, le 16 novembre 2011, dans son bureau à Ouagadougou.
28. Nous avons constaté le même phénomène lors de nos enquêtes en Côte d'Ivoire (2008 et 2011) et au Sénégal (février-mars 2010, novembre 2011).
29. Entretien réalisé par Frédérick Madore avec Madi, à l'Organisation islamique internationale de secours, le 3 novembre 2011, au siège de l'ONG à Ouagadougou.
30. Ismaël Bicaba, « Suivi des ONG au Burkina Faso : La DSONG devient DGSONG », *Sidwaya*, 21 février 2007.
31. Entretien avec Gilbert, responsable de l'AEAD, le 18 janvier 2011, dans son bureau à Ouagadougou.
32. Entretiens réalisés par Kathéry Couillard avec Mohamadi, Ministère de la santé, direction du suivi du secteur privé, juin 2011, à Ouagadougou et avec Hamza, au Centre El-Nour, 20 juin 2011 à Ouagadougou. Pour ce qui est de la création d'un centre de soins privé : <http://www.sante.gov.bf/SiteSante/demarches/entreprises/formatsap.html>
33. Entretiens réalisés par Kathéry Couillard avec Claude, direction de l'enseignement privé, MESSRS, Tampouy à Ouagadougou, le 9 juin 2011, avec Stéphane, direction de l'enseignement privé, responsable de la Commission paritaire avec l'enseignement catholique et de la Commission de suivi de la subvention de l'État, Tampouy à Ouagadougou, juin 2011; et, Aimé, direction de l'enseignement privé, MEBA, 7 juin 2011, à Ouagadougou.
34. <http://www.fosapa.org/dyn/fr>, page consultée le 6 septembre 2011.
35. Entretien avec Samuel, responsable de Vigilance, le 9 février 2011, dans son bureau à Ouagadougou.

Notices biographiques

Marie Nathalie LeBlanc est anthropologue et professeure titulaire au Département de sociologie de l'UQAM. Elle a complété ses études de doctorat au Département d'anthropologie de University College London (Royaume-Uni). Ses principales publications traitent de la jeunesse et des transformations sociales dans les sociétés postcoloniales africaines (Côte d'Ivoire and Mali) et au Québec, notamment en ce qui a trait à la religion et à la culture populaire. Elle dirige présentement un programme de recherche sur les rôles des ONG confessionnelles dans la société civile en Afrique (CRSH). Elle est directrice de recherche au Centre interdisciplinaire de recherche sur le développement international et société (CIRDIS) à l'UQAM.

Louis Audet-Gosselin est présentement doctorant en sociologie à l'Université du Québec à Montréal, Canada. Sa thèse porte sur les dynamiques religieuses contemporaines au Burkina Faso, spécifiquement sur les réflexions faites chez les jeunes militants religieux autour des thèmes de l'histoire nationale, de l'identité culturelle, de la moralisation et des intérêts de classe. Auparavant, il a obtenu un baccalauréat et une maîtrise en histoire à l'Université Laval, Québec, Canada. Ses autres travaux et publications incluent des recherches sur l'histoire sociale de la religion au Burkina Faso, l'histoire urbaine, la caricature politique, la jeunesse, les ONG confessionnelles de même que les classes et la stratification sociales.

Muriel Gomez-Perez est professeure au Département d'histoire de l'Université Laval (Québec). Ses publications portent sur les revendications identitaires par le religieux (notamment l'islam) dans une perspective intergénérationnelle, sur les discours et pratiques en lien avec la place du religieux dans l'espace public et sur la dialectique entre Politique, Religion et Société civile en Afrique de l'Ouest francophone. Ses recherches récentes se développent autour de deux axes : Islam, Femmes et Médias au Burkina Faso et au Sénégal d'une part et le rôle des ONG confessionnelles dans l'espace public.

Références

- Audet-Gosselin, L. 2012. *Le projet Zaca. Marginalisation, résistances et reconfigurations de l'islam à Ouagadougou, 2001–2006*. Québec : Les Presses de L'Université Laval.
- Ben Néfissa, S. 2004. *ONG et gouvernance dans le monde arabe*. Paris et Le Caire: Karthala et CEJED (Centre d'études et de documentation économiques, juridiques et sociales).

- Benedetti, C. 2006. « Islamic and Christian Inspired Relief NGOs : Between Tactical Collaboration and Strategic Diffidence? » *Journal of International Development* 18: 849–859.
- Benthall, J. 2006. « Islamic Aid in a North Malian Enclave. » *Anthropology Today* 22 (4): 19–21.
- Benthall, J., et J. Bellion-Jourdan, dir. 2003. *The Charitable Crescent. Politics of Aid in the Muslim World*. London et New York : I.B. Tauris.
- de Bruijn, M., et R. van Dijk. 2009. « Questioning Social Security in the Study of Religion in Africa: The Ambiguous Meaning of the Gift in African Pentecostalism and Islam. » Dans *Social Security in Religious Networks*, édité par C. Leutloff-Grandits, A. Peleikis, et T. Thelen, 105–127. New York : Berghahn.
- Brunel, M. 1996. « Les relations entre l'Église catholique burkinabè et le pouvoir de 1960 à 1995. » Mémoire de diplôme d'études approfondies (histoire), CEAN.
- Cissé, I. 1990. « Les médersas au Burkina : L'aide arabe et la croissance d'un système d'enseignement arabo-islamique. » *Islam et société au sud du Sahara* 4: 57–72.
- Cissé, I. 1994. « "Islam et État au Burkina Faso : De 1960 à 1990. » Thèse de doctorat, Université Paris VII Denis-Diderot.
- Cissé, I. 2009. « Le wahhabisme au Burkina Faso : Dynamique interne d'un mouvement islamique réformiste. » *Cahiers du Centre d'études et de recherche en lettres sciences humaines et sociales* 24 (33): 1–33.
- Compaoré, M. 2003. « La refondation de l'enseignement catholique au Burkina Faso. » *Cahiers d'études africaines* 169 (170): 87–98.
- Dao, M. 1991. « "Le Wahhabisme à Ouagadougou de 1964 à 1988. » Thèse de maîtrise, Université de Ouagadougou.
- Deler, J.-P., et al., dir. 1998. *ONG et développement. Société, économie, politique*. Paris : Karthala.
- Duriez, B., F. Mabile, et K. Rousselet, dir. 2007. *Les ONG confessionnelles: Religions et action internationale*. Paris : L'Harmattan.
- Espósito, J. L. 2002. *Unholy War: Terror in the Name of Islam*. Oxford et New York: Oxford University Press.
- Fath, S. 2007. « Les ONG évangéliques américaines ou les ruses de la Providence. » Dans *Les ONG confessionnelles: Religions et action internationale*, édité par B. Duriez, F. Mabile, et K. Rousselet, 249–262. Paris : L'Harmattan.
- Fowler, A. 1993. « The role of NGOs in Changing State–Society Relations : Perspectives from Eastern and Southern Africa. » *Development Policy Review* 9 (1): 53–84.
- Ghandour, A.-R. 2002. *Jihad humanitaire : Enquête sur les ONG islamiques*. Paris: Flammarion.
- Gomez-Perez, M., dir. 2005. *L'islam politique au sud du Sahara : Identités, discours et enjeux*. Paris : Karthala.
- Gomez-Perez, M. 2009. « Autour de mosquées à Ouagadougou et à Dakar : Lieux de sociabilité et reconfiguration des communautés musulmanes. » Dans *Lieux de sociabilité urbaine en Afrique*, édité par L. Fourchard, O. Goerg, et M. Gomez-Perez, 405–433. Paris : L'Harmattan.
- Gomez-Perez, M., M. N. LeBlanc et M. Savadogo. 2009. « Faith-based NGO and recent religious transformations in West Africa », European Conference on African Studies, Africa-Europe Group for Interdisciplinary Studies (AEGIS), Leipzig, Germany (juin).
- Hewa, S., et D. H. Stapleton, dir. 2005. *Globalization, Philanthropy and Civil Society: Toward a New Political Culture in the Twenty-First Century*. New York : Springer.
- Howell, J., and J. Pearce, dir. 2001. *Civil Society and Development: A Critical Exploration*. Boulder : Lynne Rienner.
- Ibriga, L. M. 1998. « Le statut des ONG du Sud : réalités, problèmes et enjeux. Analyse à partir du cas burkinabè. » Dans *ONG et développement. Société, économie, politique*, édité par J.-P. Deler, Y. A. Fauré, A. Piveteau, et P. J. Roca, 501–512. Paris : Karthala.
- Institut national de la statistique et de la démographie. 2009. *Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH) de 2006, Thème 2 État et structure de la population*, octobre.
- Kouanda, A. 1996. « "La lutte pour l'occupation et le contrôle des espaces réservés aux cultes à Ouagadougou. » In *Le Burkina entre révolution et démocratie (1983–1993)*, édité par R. Otayek, F. Sawadogo, and J.-P. Guingané, 91–99. Paris : Karthala.
- Langewiesche, K. 2011. « Le dialogue interreligieux au service du développement. Élités religieuses et santé publique au Burkina Faso. » Dans *Les élites religieuses dans l'arène du développement*, édité par M. Kaag et M. Saint-Lary, 91–119. Bulletin de l'APAD (Association euro-africaine pour l'anthropologie du changement social et du développement).

- Laurent, P.-J. 2003. *Les pentecotistes du Burkina Faso: Mariage, pouvoir et guérison*. Paris : IRD et Karthala.
- Laurent, P.-J. 2005. « Le travail missionnaire des assemblées de Dieu du Burkina Faso. » Dans *Entreprises religieuses transnationales en Afrique de l'Ouest*, édité par A. Mary, L. Ourchard, et R. Otayek, 193–222. Paris : Karthala.
- Laurent, P.-J. 2009. *Les pentecôtistes du Burkina Faso. Mariage, pouvoir et guérison*. Paris: Karthala.
- Liogier, R. 2007. « L'ONG, agent institutionnel optimal du champ religieux individuo-globalisé. » Dans *Les ONG confessionnelles : Religion et action internationale*, édité par B. Duriez, F. Mabilille, et K. Rousselet, 263–276. Paris : L'Harmattan.
- Marshall, R. 2007. *Political Spiritualities: The Pentecostal Revolution in Nigeria*. Chicago: University of Chicago Press.
- Molokotos-Liederman, L. 2007. « Le rôle des ONG humanitaires dans l'action sociale et le développement international. Le cas des organisations orthodoxes. » Dans *Les ONG confessionnelles : Religion et action internationale*, édité par B. Duriez, F. Mabilille, et K. Rousselet, 139–152. Paris : L'Harmattan.
- Otayek, R. 1984. « La crise de la communauté musulmane de Haute-Volta. L'Islam voltaïque entre réformisme et tradition, autonomie et subordination. » *Cahiers d'études africaines* 24 (3): 299–320.
- Otayek, R. 1996. « L'Islam et la révolution au Burkina Faso : Mobilisation politique et reconstruction identitaire. » *Social Compass* 43 (2): 233–247.
- Otayek, R. 1997. « L'Église catholique au Burkina Faso. Un contre-pouvoir à contretemps de l'histoire? » Dans *Religion et transition démocratique en Afrique*, édité par F. Constantin et C. Coulon, 221–258. Paris : Karthala.
- Roy, O. 2002. *L'Islam mondialisé*. Paris : Seuil.
- Salih, M. A. M. 2004. « Islamic NGOs in Africa: The Promise and Peril of Islamic Voluntarism. » Dans *Islamism and its Enemies in the Horn of Africa*, édité par A. De Waal. Bloomington: Indiana University.
- Savado, M., et M. Gomez-Perez. 2011. « La médiatisation des prêches et ses enjeux. Regards croisés sur la situation à Abidjan et à Ouagadougou. » *Ethnographiques.org* 22 (mai). Consulté le 25 juillet 2012. <http://www.ethnographiques.org/2011/SavadoGomez-Perez>.
- Sharma, R. 2006. *Global Jihad: Current Patterns and Future Trends*. New Delhi: Kaveri Books.
- Stoll, D. 1983. *Fishers of Men or Founders of Empire? The Wycliffe Bible Translators in Latin America*. London: Zed Books.